



Déclaration de boycott du Comité Technique Local du 4 octobre 2022

Madame la Présidente,

Vous nous convoquez ce jour pour nous présenter le dernier volet de la restructuration du réseau de la DRFIP 21 pour 2023.

Dans un contexte extrêmement morose et tendu, sur fond de crises sanitaire, géopolitique, climatique, énergétique et sociale, les projets contre notre administration, notre service public de proximité et ses personnels ne connaissent aucune pause, bien au contraire.

La pandémie a occasionné une accélération des formes dématérialisées de nos missions. Les concentrations de services, les fermetures de trésoreries et de centres des finances publiques, les restructurations, les missions confiées à des intérêts privés, les suppressions d'emplois, la contractualisation, la mise à mal des droits et garanties des agents s'accroissent.

Le démantèlement de la DGFIP, au nom de la sacro-sainte réduction des coûts et de l'exemplarité, est plus que jamais d'actualité. Preuve en est dans le PLF 2023, l'ensemble des ministères voient pour 2023 leurs effectifs augmenter... sauf le nôtre, et en particulier la DGFIP avec 850 emplois supprimés. Des recrutements sont annoncés mais combleront-ils les départs en retraite massifs des toutes prochaines années et la perte de technicité et de compétence qui en découle?

Dans ces conditions et à peine achevé, comment ce nouveau réseau de proximité pourra-t-il vraiment fonctionner et faire ses preuves avant la mise en oeuvre du prochain contrat d'objectifs et de moyens? Quel service public rendra-t-il ou plutôt ne rendra-t-il plus ?

Les agents qui ont bien voulu apporter leur contribution au grand remue-ménages ont demandé une pause dans ces restructurations incessantes. Les autres n'ont rien demandé, las de ne pas être écoutés ni entendus.

Pour marquer notre soutien à tous ces agents, nos collègues, nous, représentants de Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP ne siégerons pas à ce comité technique.